

CONDITIONS GÉNÉRALES CADRÉ pour la mise en œuvre du PROGRAMME GÉNÉRAL de RÉCUPÉRATION A.D.I.VALOR CAMPAGNE 2016-2017

EXPOSE PREALABLE

- I -

A.D.I.VALOR est la structure opérationnelle en charge de la gestion de la filière française de récupération et de valorisation des Déchets issus de l'emploi de produits de l'agrofourniture par des Utilisateurs Professionnels (« la Filière »).

Les sociétés dénommées ci-après « **Metteurs en marché contributeurs** », mettant en marché sur le territoire français métropolitain un ou plusieurs des Produits suivants, destinés aux Professionnels agricoles et non-agricoles :

- **Produits Phytopharmaceutiques**
- **Produits Fertilisants et Amendements**
- **Semences**
- **Films Plastiques Agricoles**
- **Produits d'Hygiène de l'Élevage Laitier**
- **Ficelles et filets**
- **Filets Paragrêle**
- **Equipements de protection individuelle**

Ont accepté, pour leurs domaines d'activités respectifs, de contribuer financièrement au fonctionnement des activités et prestations d'A.D.I.VALOR et de la Filière ; la liste la plus à jour de ces « **Metteurs en Marché contributeurs** » est disponible sur le site Internet d'A.D.I.VALOR.

A.D.I.VALOR a mis au point et développé un programme général d'actions pour la récupération, la valorisation ou l'élimination des Déchets issus de l'emploi par des Utilisateurs Professionnels des Produits de l'agrofourniture mis en marché en France métropolitaine par les Metteurs en marché contributeurs de la Filière (le « **Programme Général de Récupération A.D.I.VALOR** »), comprenant notamment : le recensement des gisements des déchets, l'organisation de la collecte, du stockage, du transport, et de la valorisation ou de l'élimination des Déchets conformément à la réglementation, l'établissement des conventions et des accords de partenariat avec les acteurs de la Filière tels que les agriculteurs, les organisations professionnelles, les collectivités locales, les distributeurs, les transporteurs et les installations habilitées d'élimination et de traitement des déchets.

A ce jour, A.D.I.VALOR a mis au point et développé des programmes spéciaux d'actions (les « **Programmes Spéciaux de Récupération A.D.I.VALOR** »), pour la récupération et la valorisation des :

- a. **Emballages Vides de Produits Phytopharmaceutiques (le « Programme Spécial de Récupération A.D.I.VALOR pour les EVPP ») ;**
- b. **Emballages Vides de Produits Fertilisants (le « Programme Spécial de Récupération A.D.I.VALOR pour les EVPF ») ;**
- c. **Produits Phytopharmaceutiques destinés à la protection des cultures devenus Non Utilisables (le « Programme Spécial de Récupération A.D.I.VALOR pour les PPNU » incluant une option pour la Récupération des EPIU – Equipements de Protection Individuelle Usagés) ;**
- d. **Emballages Vides de Semences (le « Programme Spécial de Récupération A.D.I.VALOR pour les EVS ») ;**
- e. **Films Agricoles Usagés (le « Programme Spécial de Récupération A.D.I.VALOR pour les FAU ») ;**
- f. **Emballages Vides de Produits d'Hygiène de l'Élevage Laitier (le « Programme Spécial de Récupération A.D.I.VALOR pour les EVPHEL ») ;**
- g. **Ficelles et Filets Usagés (le « Programme Spécial de Récupération A.D.I.VALOR pour les FIFU »).**

h. Filets Paragrêles Usagés (le « Programme Spécial de Récupération A.D.I.VALOR pour les FILPRAU »).

Le Programme Général de Récupération A.D.I.VALOR est régi par les Conditions Générales Cadre définies dans le présent document.

- II -

A.D.I.VALOR est titulaire, à titre exclusif, des droits d'exploitation de la marque « A.D.I.VALOR® » (« la Marque »), ayant fait l'objet d'un dépôt à l'INPI sous le n° 013100697 le 11 mai 2001, renouvelée le 11 mai 2011.

A.D.I.VALOR a conçu le logo distinctif ci-dessous pour illustrer et distinguer ses actions, logo sur lequel elle détient les droits exclusifs d'utilisation et d'exploitation et en particulier la marque semi figurative « A.D.I.VALOR » (« le Logo ») déposée à l'INPI le 13 mars 2002 sous le n°023154355 et composée de deux éléments, d'une part un pictogramme caractérisé par un cercle formé de trois flèches en rotation dans le sens des aiguilles d'une montre entourant la représentation graphique d'un champ creusé de sillons et d'un soleil à cinq branches (« le Pictogramme »), et d'autre part la dénomination ADIVALOR®, marque déposée auprès de l'INPI :



Le Pictogramme a donné lieu à un dépôt de marque figurative spécifique, auprès de l'INPI, le 1er juillet 2002 (n°02 3172827) pour désigner des produits des classes 1, 5, 6, 8, 16 et 22 de la classification internationale, et a ensuite fait l'objet d'un dépôt auprès de l'OHMI à titre de Marque Communautaire, le 16 septembre 2005.

Le Pictogramme ci-dessous est apposé sur les étiquettes des emballages des produits mis en marché par les Metteurs en marché contributeurs de la Filière.

Il matérialise, aux yeux des Utilisateurs Professionnels, les efforts consentis par les Metteurs en marché contributeurs de la Filière pour la récupération et la valorisation des Emballages Vides issus de l'utilisation des Produits qu'elles ont mis en marché, ainsi que les Produits Phytopharmaceutiques qu'elles ont mis sur le marché et qui sont devenus non utilisables (PPNU).



- III -

A.D.I.VALOR s'est donc rapprochée des Opérateurs de collecte de la France métropolitaine, Corse incluse, et leur a proposé d'adhérer au Programme Général et aux Programmes Spéciaux de récupération A.D.I.VALOR, en s'engageant à planifier, organiser et gérer la logistique de collecte des déchets qui leur seront apportés par des Utilisateurs Professionnels, dans le respect des Conditions Générales Cadre et des Conditions Particulières de chacun des Programmes Spéciaux de

Récupération, ainsi que des recommandations éditées par A.D.I.VA.LOR et portées à la connaissance des Partenaires de la Filière.

Prêt. 06
16.00.16

CONDITIONS GENERALES CADRE

1. OBJET

Le Programme Général de Récupération A.D.I.VALOR est régi par les présentes Conditions Générales Cadre, qui fixent les principes généraux et les conditions de collaboration ainsi que les obligations respectives des Parties, en vue de la mise en œuvre sur le Territoire, pendant leur durée de validité, des Programmes Spéciaux de Récupération A.D.I.VALOR auxquels l'Opérateur de collecte se sera engagé.

Ces programmes spéciaux pour la campagne 2016-2017 sont énumérés dans l'Exposé préalable en page 2 du présent document.

Le Périmètre de récupération du Programme Général de Récupération A.D.I.VALOR est susceptible d'évoluer pendant sa durée ; il pourra en effet être proposé à l'Opérateur de collecte de s'engager à mettre en œuvre d'autres Programmes Spéciaux de Récupération A.D.I.VALOR, qui seront automatiquement rattachés aux Conditions Générales Cadre.

De convention expresse, la signature des présentes Conditions Générales Cadre par l'Opérateur de collecte, pour la campagne concernée, annule, remplace et se substitue à la date de sa signature, de plein droit par le seul effet de cette signature, à tout autre engagement contractuel antérieur éventuel ayant, entre les Parties, un objet identique ou similaire.

2. DEFINITIONS

Au sens des Conditions Générales Cadre et des Conditions Particulières des Programmes Spéciaux de Récupération ADIVALOR, les Parties retiennent les définitions suivantes :

1. Les « **PRODUITS PHYTOPHARMACEUTIQUES** » : désignent les préparations commerciales contenant une ou plusieurs substances actives ayant bénéficié ou bénéficiant d'une Autorisation de Mise sur le Marché, provisoire ou non, sur le territoire français, dans leur emballage d'origine portant le Pictogramme (d'une contenance de moins de 300 Litres ou Kilogrammes) étiquetées, et destinées à :
 - ✓ protéger les cultures (annuelles ou pérennes) contre tous les organismes nuisibles ou à prévenir leurs actions,
 - ✓ exercer une action sur les processus vitaux des cultures, pour autant qu'il ne s'agisse pas de substances nutritives,
 - ✓ détruire les végétaux indésirables en zones non cultivées,
 - ✓ désinsectiser les denrées agricoles entreposées et stockées.
2. Les « **PRODUITS FERTILISANTS** » : désignent des **matières fertilisantes**, supports de culture et amendements, destinés aux professionnels de l'agriculture ou des espaces verts, fabriqués, importés, conditionnés, commercialisés et/ou mis sur le marché sur le territoire français par les **Metteurs en Marché contributeurs**, et qui sont détenus par un **Utilisateur Professionnel**.
3. Les « **SEMENCES CERTIFIEES** » désignent les végétaux de toute nature, destinés à la production ou à la multiplication (Décret 81-605), ayant subi un traitement à base de produits phytopharmaceutiques, fabriqués, importés, conditionnés, commercialisés et/ou mis sur le marché, sur le territoire français, par les **Metteurs en Marché contributeurs**.

4. Les « **FILMS AGRICOLES** » désignent les films en **polyéthylène basse densité (PEBD)**, utilisés pour la protection des cultures ou des récoltes, fabriqués, importés, conditionnés, commercialisés et/ou mis sur le marché sur le territoire français par les **Metteurs en Marché contributeurs**.

Parmi les Films Agricoles, on distingue les catégories suivantes :

- a. Films de couverture de serres ou de grand tunnel, d'une épaisseur de 120 à 250 μ , translucides (les « **Films de serre et Grands Tunnels** »).
- b. Films d'ensilage ou de bâtiments d'élevage, d'une épaisseur de 100 à 250/300 μ , noir, ou noir/blanc ou noir/vert (les « **Bâches** ») – par dérogation certains films d'ensilage composés d'une couche additionnelle à base de Polyamide (PA) sont également considérés comme films agricoles.
- c. Films d'enrubannage, d'une épaisseur de 25 μ avant utilisation, noir, vert ou blanc (les « **Films d'enrubannage** »).
- d. Films de semi-forçage, d'une épaisseur de 20/24 à 80 μ , blanc ou translucides (les « **Films de semi forçage** »).
- e. Films de paillages d'une épaisseur de 20 à 120 μ , perforés ou non, translucide, noir ou marrons (les « **Films de paillage** »).

5. Les « **PRODUITS D'HYGIENE DE L'ELEVAGE LAITIER** » ou « **PHEL** » : désignent :

- a. Les produits de nettoyage des machines à traire et des tanks à lait,
- b. Les produits destinés à l'hygiène de la mamelle en élevage laitier,

Fabriqués, importés, commercialisés et/ou mis en marché, sur le territoire français, par les **Metteurs en Marché contributeurs**.

6. Les « **FICELLES ET FILETS** » désignent les produits suivants :

- a. Les **ficelles agricoles en polypropylène seul (PP)** mis en marché sur le Territoire français métropolitain par les **Metteurs en Marché contributeurs** et utilisées pour :
 - le conditionnement des fourrages (ficelles fines ou épaisses) ou
 - l'horticulture (hors agrafes) ou
 - le palissage en viticulture.
- b. Les **filets en polyéthylène haute densité seul (PEHD)** mis en marché sur le Territoire français métropolitain par les **Metteurs en Marché contributeurs** et utilisés pour le conditionnement des fourrages.

7. Les « **EMBALLAGES VIDES DE PRODUITS PHYTOPHARMACEUTIQUES** » ou « **EVPP** » : désignent des Emballages Vides (bouchorts compris) des Produits Phytopharmaceutiques portant le Pictogramme, correspondant à l'unité de vente étiquetée, d'une contenance inférieure à 300 L ou Kg, issus de l'utilisation de Produits Phytopharmaceutiques bénéficiant d'une Autorisation de Mise en Marché sur le territoire français par les Metteurs en Marché contributeurs.

Sont exclus du périmètre de récupération des EVPP, les emballages métalliques, quelle qu'en soit la contenance, ayant contenu des produits de désinsectisation des denrées agricoles entreposées et stockées.

Parmi les EVPP, on distingue :

- a. Les EVPP - Bidons désignant les Emballages Vides des Produits Phytopharmaceutiques d'une contenance inférieure ou égale à 25L ou Kg de produits formulés, en matière plastique rigide ou métallique, incluant les aérosols.
 - b. Les EVPP - Fûts désignant les Emballages Vides des Produits Phytopharmaceutiques d'une contenance supérieure à 25L ou Kg et inférieure à 300 L ou Kg de produits formulés, en matière plastique ou métallique rigide.
 - c. Les EVPP – Bidons et Fûts de Traitement de Semences et Plants d'une contenance supérieure à 25 L et inférieure à 300 L ou Kg de produits formulés, en matière plastique ou métallique rigide.
 - d. Les EVPP - Boîtes & sacs désignant les Emballages Vides des Produits Phytopharmaceutiques d'une contenance inférieure à 300 kg de produits formulés, en matière souple pliable (boîtes en carton, sacs en plastique ou papier....) ayant été en contact direct avec le Produit Phytopharmaceutique et étiquetés.
 - e. Les EVPP – aérosols désignant les Emballages Vides des Produits Phytopharmaceutiques ayant contenu un gaz sous pression et un liquide destiné à la protection des cultures.
8. Les « **EMBALLAGES DE TRANSPORT** » : désignent les emballages (cartons groupiers, suremballages de transport) servant uniquement à permettre le transport des unités de vente à destination des Utilisateurs Professionnels ; ces emballages ne font pas partie du Périmètre du Programme Général de Récupération A.D.I.VALOR.

9. Les « **EMBALLAGES VIDES DE PRODUITS FERTILISANTS** » ou « **EVPF** » : désignent des Emballages Vides des Produits Fertilisants portant le Pictogramme, d'une contenance égale ou inférieure à 300 L ou 1000 Kg de produits, issus de l'utilisation des Produits Fertilisants mis en marché, sur le territoire français, par les Metteurs en Marché contributeurs.

Parmi les EVPF, on distingue les :

- a) EVPF – Bidons : désignant les Emballages Vides des Produits Fertilisants en matière plastique rigide, d'une contenance inférieure ou égale à 25L de produits formulés.
- b) EVPF – Fûts : désignant les Emballages Vides des Produits Fertilisants d'une contenance supérieure à 25L et inférieure à 300L de produits formulés, en matière plastique ou métallique rigide.
- c) EVPF - Big Bags : désignant les Emballages Vides des Produits Fertilisants en matière plastique souple, ayant été en contact direct avec le Produit Fertilisant, d'une contenance supérieure à 300 Kg de produits formulés, et inférieure ou égale à 1000 Kg de produits formulés.
- d) EVPF – Sacs : désignant les Emballages Vides des Produits Fertilisants en matière souple (plastique, papier, carton) ayant été en contact direct avec le Produit Fertilisant, d'une contenance inférieure ou égale à 50 Kg de produits formulés.

10. Les « PRODUITS PHYTOPHARMACEUTIQUES DESTINES A LA PROTECTION DES CULTURES DEVENUS NON UTILISABLES » ou « PPNU » : désignent des Produits Phytopharmaceutiques portant le Pictogramme, destinés à la protection des cultures et à désinsectiser les denrées agricoles entreposées et stockées, détenus par un Utilisateur Professionnel⁽¹⁾, et non utilisables⁽²⁾.

⁽¹⁾ **Détenus par un Utilisateur Professionnel :** qui désigne, au sens des Conditions Générales Cadre et si besoin de l'article 3, paragraphe 1, de la Directive 2009/128/CE, une personne physique ou morale, de droit public ou privé, qui utilise ou a utilisé des Produits Phytopharmaceutiques tels que définis précédemment, dans le cadre de son activité professionnelle.

Ne sont pas considérés comme PPNU les Produits Phytopharmaceutiques détenus par les ménages, ou par des Opérateurs de collecte qui sont des Distributeurs et qui n'ont pas été commercialisés.

⁽²⁾ **Devenus Non utilisables :** qui ne peut plus être utilisé car :

- a- ayant subi une ou des altérations physico-chimiques du Produit due(s) à un entreposage trop long, ou réalisé dans des conditions inappropriées,
- b- ayant fait l'objet d'un changement de législation entraînant l'interdiction générale de l'utilisation de sa substance active (Produit à une seule substance active) ou de l'une au moins de ses substances actives (Produit à plusieurs substances actives),
- c- ne trouvant pas une utilisation sur l'exploitation agricole en raison de :
 - ✓ l'absence d'une culture pouvant recevoir le Produit,
 - ✓ l'absence des ravageurs visés par ce Produit,
 - ✓ l'existence de contraintes particulières (cahier des charges de production, ZNT....),
- d- ne pouvant pas techniquement faire l'objet d'une reprise par l'Opérateur de collecte qui est un Distributeur.

Concernant les procédés Osmofilm et/ou Hélosec utilisés pour le traitement des effluents de produits phytopharmaceutiques : les déchets secs d'effluents obtenus après usage par des utilisateurs professionnels de ces procédés, sont assimilés à des PPNU portant le Pictogramme.

Les Equipements de Protection Chimique Individuelle Usagés (EPIU) à usage agricole sont des équipements ayant été portés ou tenus par des utilisateurs de produits phytopharmaceutiques ou de semences certifiées à usages agricoles, en vue de les protéger contre des risques d'exposition à des agents chimiques. Les EPIU seront collectés simultanément avec les PPNU.

Ne sont pas considérés comme PPNU au sens des Conditions Générales Cadre :

- ✓ Les produits de désinsectisation des denrées agricoles entreposées et stockées, conditionnés en emballages métalliques, quelle qu'en soit la contenance, et devenus non utilisables,
- ✓ Les produits phytopharmaceutiques mélangés, transvasés, dilués, ou contenus dans un emballage ne pouvant être identifié comme étant celui d'origine,
- ✓ Les Engrais et oligo-éléments, même s'ils portent le Pictogramme A.D.I.VALOR,
- ✓ Les autres produits chimiques et/ou pharmaceutiques et/ou vétérinaires et/ou œnologiques,
- ✓ Les Semences et/ou plants traités, qu'ils aient perdus ou non leur capacité germinative,
- ✓ Les Produits de traitement des bâtiments d'élevage et/ou des locaux de stockage,
- ✓ Les Produits de traitement des matériels de laiterie et/ou de matériel pour le transport d'animaux,
- ✓ Les Bactéricides, les taupicides, les produits de lutte contre les fourmis ou les moustiques,
- ✓ Les Rodenticides autres que ceux destinés à la protection des cultures,
- ✓ Les Produits de conservation des fourrages,
- ✓ Les Produits Phytopharmaceutiques destinés à la protection des jardins amateurs,
- ✓ Les effluents aqueux résultant de l'utilisation des Produits Phytopharmaceutiques,

- ✓ Les déchets divers provenant du traitement des effluents aqueux résultant de l'utilisation des Produits Phytopharmaceutiques, à l'exception des déchets secs Osmofilm et /ou Héliosec décrits ci-avant,
- ✓ Les aérosols de toute nature ne portant pas le pictogramme A.D.I.VALOR,
- ✓ Et, de manière plus générale, tout autre déchet non décrit ci-avant comme faisant partie explicitement des PPNU.

11. Les « EVS » désignent les emballages vides de Semences portant le Pictogramme, d'une contenance inférieure à 2000 Kg de produits, issus de l'utilisation de Semences mis en marché, sur le territoire français métropolitain, par les Metteurs en Marché contributeurs. On distingue deux types d'EVS :

- a. Les **EVS-BigBags**, d'une contenance comprise entre 1000 et 2000 Kg.
- b. Les **EVS-Sacs papier** et assimilés, d'une contenance inférieure à 50 Kg.

12. Les « EMBALLAGES VIDES DES PRODUITS D'HYGIENE DE L'ELEVAGE LAITIER » ou « EVPHEL » : désignent les Emballages Vides en matière plastique rigide correspondant à l'unité de vente étiquetée, portant le Pictogramme, issus de l'utilisation de PHEL et mis en marché par les Metteurs en marché contributeurs sur le territoire métropolitain.

Parmi les EVPHEL, on distingue :

- a. Les **Bidons** : emballages en matière plastique rigide de contenance supérieure ou égale à 5 L et inférieure ou égale à 25 L de PHEL,
- b. Les **Fûts** : emballages en matière plastique rigide de contenance strictement supérieure à 25 L, et inférieure ou égale à 120 L de PHEL.

13. Les « EV » : désignent de manière générique la totalité des EVPP, les EVPF - Bidons et Fûts, et les EVPHEL, portant le Pictogramme.

14. Les « FICELLES ET FILETS USAGES » ou « FIFU » désignent les plastiques usagés qui sont détenus par un Utilisateur Professionnel, et qui proviennent de l'utilisation de Ficelles et de Filets agricoles pour les besoins de son activité professionnelle.

15. Les « FILMS AGRICOLES USAGES » ou « les FAU » : désignent des plastiques usagés qui sont détenus par un Utilisateur Professionnel, qui proviennent de l'utilisation des Films Agricoles dans le cadre et pour les besoins de son activité professionnelle.

16. Les « FILETS PARAGRELE USAGES » ou « les FILPRAU » : désignent des plastiques usagés qui sont détenus par un Utilisateur Professionnel, qui proviennent de l'utilisation des Filets Paragrêle dans le cadre et pour les besoins de son activité professionnelle.

17. Les « DECHETS » ou les « PRODUITS en fin de vie » : désignent ensemble et/ou séparément les EV, les EVPF-Big Bags, les EVPF-Sacs, les EVS, les EVPHEL, les PPNU, les EPIU, les FIFU, les FAU, les FILPRAU, les Produits Phytopharmaceutiques, les Equipements de Protection Individuelle pour l'utilisation de produits phytopharmaceutiques, les Produits Fertilisants, les Semences certifiées, les Films Agricoles, les Produits d'Hygiène de l'Élevage Laitier, les Ficelles et Filets Agricoles, les Filets Paragrêle, tels que définis ci-dessus et faisant partie du Périmètre du Programme Général de Récupération A.D.I.VALOR.

18. Les « **PRODUITS CONTRIBUTEURS** » désignent les Produits mis en marché par les Metteurs en Marché, qui ont fait l'objet d'une éco-contribution pour la mise en œuvre de la récupération et du traitement des déchets ou produits en fin de vie. Les Produits Phytopharmaceutiques contributeurs, les Produits Fertilisants contributeurs, les Semences et Plants contributeurs et les Produits d'Hygiène de l'Élevage Laitier contributeurs sont porteurs du pictogramme A.D.I.VALOR.



19. Les « **PRODUITS NON CONTRIBUTEURS** » désignent tous les produits autres que les Produits contributeurs définis ci-dessus. En particulier, ce sont :

- des Produits Phytopharmaceutiques, ou des Produits Fertilisants, ou des Semences et Plants, ou des Produits d'Hygiène de l'Élevage Laitier qui ne portent pas le pictogramme A.D.I.VALOR.
- les plastiques usagés (films agricoles usagés, ficelles et filets usagés) qui n'ont pas fait l'objet d'une éco- contribution lors de la mise en marché.

20. Les « **STOCKS DISTRIBUTEURS** » ou « **PPSD** » sont les Produits Phytopharmaceutiques détenus par les Opérateurs de collecte qui sont des Distributeurs, qui n'ont pas été commercialisés, et que ces derniers destinent à l'élimination.

21. Les « **UTILISATEURS PROFESSIONNELS** » : désignent, au sens des Conditions Générales Cadre et si besoin de l'article 3, paragraphe 1, de la Directive 2009/128/CE, une personne physique ou morale, de droit public ou privé, qui utilise ou a utilisé des Produits dans le cadre de son activité professionnelle.

22. Les « **METTEURS EN MARCHÉ CONTRIBUTEURS** », désignent les fabricants, importateurs et contributeurs qui financent via une Eco-contribution spécifique le programme d'actions d'A.D.I.VALOR.

23. Les « **DISTRIBUTEURS** » : désignent toute entreprise, publique ou privée, chargée de la distribution ou de la redistribution, des Produits à destination des Utilisateurs Professionnels, ou appliquant des Produits sur des semences certifiées dans des installations à poste fixe.

24. Les « **OPERATEURS DE COLLECTE** » : désignent les Distributeurs ou toute autre organisme ou structure (Chambre d'Agriculture, Cuma, organisation de producteurs, exploitant agricole, communauté de communes...) qui collecte des déchets auprès des utilisateurs professionnels et qui assure la relation contractuelle et financière avec A.D.I.VALOR.

25. La « **CAMPAGNE AGRICOLE** » : désigne la période commençant le 1^{er} avril d'une année et se terminant le 31 mars de l'année suivante.

26. La « **CAMPAGNE 2016 – 2017** » désigne particulièrement la période du 1^{er} avril 2016 au 31 mars 2017.

27. La « **COLLECTE** » : désigne l'opération consistant, pour l'Opérateur de collecte, à recevoir et à entreposer sur les Sites de collecte, les Produits ou les Déchets qui lui sont apportés par des Utilisateurs Professionnels.

28. Les « **PERIODES DE COLLECTE** » : désignent l'ensemble des jours de collecte proposés par l'Opérateur de collecte, pour chaque campagne, sur le Territoire.

29. Les « **SITES DE COLLECTE** » : désignent les sites où les Produits ou Déchets peuvent être apportés par les Utilisateurs Professionnels.

30. Les « **SITES D'ENLEVEMENT** » : désignent des Sites de collecte sur lesquels les quantités de Produits et/ou Déchets déposés justifient contractuellement un enlèvement par A.D.I.VALOR. Si le seuil minimal prévu aux Conditions Particulières du Programme Spécial de Récupération correspondant est atteint sur une exploitation agricole pour un déchet donné, cette dernière pourra éventuellement être considérée comme un Site d'Enlèvement dudit déchet, sous la responsabilité de l'Opérateur de collecte dûment conventionné.

31. La « **FILIERE AGRICOLE** » : désigne l'ensemble des acteurs économiques de l'agriculture.

32. Le « **TERRITOIRE** » désigne la zone de chalandise de l'Opérateur de Collecte, en France métropolitaine, Corse incluse.

33. Le « **PERIMETRE DE RECUPERATION** » ou « **PERIMETRE** » désigne les Produits et/ou Déchets qui font l'objet des obligations particulières des Parties en vertu de chacun des Programmes Spéciaux de Récupération existants.

34. La « **RECUPERATION** » : désigne l'opération consistant à transporter les Produits et/ou les Déchets des sites d'enlèvement jusqu'à une plateforme de transit ou bien directement vers un site de valorisation finale.

35. Le « **TRAITEMENT** » : désigne toute opération de valorisation (valorisation matière ou valorisation énergétique) ou d'élimination (incinération sans valorisation, enfouissement), y compris la préparation qui précède la valorisation ou l'élimination.

36. L'« **ELIMINATION** » : désigne toute opération qui n'est pas de la valorisation même lorsque ladite opération a comme conséquence secondaire la récupération de substances, matières, produits ou d'énergie.

37. La « **VALORISATION** » : désigne les réemplois, recyclages ou toutes autres actions visant à obtenir des matériaux réutilisables ou de l'énergie, à partir du traitement des Déchets.

38. Le « **RECYCLAGE** » : désigne les opérations de valorisation transformant les emballages vides et les plastiques usagés, bruts ou prétraités, en nouveau produit fini.

3. INDEPENDANCE ET RESPONSABILITES DES PARTIES

Les obligations générales et particulières de chacune des Parties seront assurées par leurs propres salariés, préposés occasionnels ou non, placés sous l'autorité directe des responsables chargés de les animer et de les contrôler. Dans l'accomplissement de leurs engagements respectifs, les Parties jouiront d'une totale indépendance, ne pouvant être réciproquement considérées comme l'agent, le représentant ou le mandataire de l'autre Partie et ne pouvant dès lors l'engager vis-à-vis des tiers.

L'adhésion de l'Opérateur de collecte au Programme Général de Récupération A.D.I.VALOR, et à un ou plusieurs Programmes Spéciaux de Récupération A.D.I.VALOR, n'a pas pour effet de créer entre les Parties une relation de louage d'ouvrage, d'industrie ou de service, ni de sous-traitance, ni une société en participation ou créée de fait, ni ne conduit à la reconnaissance par les Parties de la création d'obligations conjointes ou solidaires entre elles ou à l'égard des tiers. En particulier, les Parties s'engagent à intervenir et à contracter à l'égard de tout tiers en leur nom, et pour leur propre compte.

Dans le cas où des prestations confiées par A.D.I.VALOR à l'Opérateur de collecte seraient susceptibles de faire naître entre les Parties un contrat de louage d'ouvrage, l'Opérateur de collecte s'oblige à remettre à A.D.I.VALOR, à la date de son engagement contractuel, les documents visés par l'article D.8222-5 du Code du Travail. L'Opérateur de collecte certifie sur l'honneur que les préposés qui participeront à la mise en œuvre des Programmes Spéciaux seront employés régulièrement au regard des articles L.1221-10, L.3243-2 et R.3243-1 du Code du Travail. Conformément à l'article D.8254-2 du Code du Travail, l'Opérateur de collecte remettra à A.D.I.VALOR une attestation sur l'honneur indiquant s'il a ou non l'intention de faire appel, pour la mise en œuvre des Programmes Spéciaux de Récupération, à des salariés de nationalité étrangère et, dans l'affirmative, certifiant que ces salariés sont ou seront autorisés à exercer une activité professionnelle en France. L'Opérateur de collecte prendra en charge la direction, la gestion et la rémunération de l'ensemble du personnel qu'il sera amené à faire intervenir pour la mise en œuvre des Programmes Spéciaux de Récupération.

Dans tous les cas, l'Opérateur de collecte est responsable à l'égard d'A.D.I.VALOR de la bonne exécution, dans les délais, des obligations particulières éventuellement sous-traitées. En cas d'action directe du sous-traitant à l'égard d'A.D.I.VALOR, pour paiement des obligations particulières sous-traitées, A.D.I.VALOR sera autorisée à retenir et à conserver par devers elle de plein droit et à due concurrence, toute somme pouvant être due à l'Opérateur de collecte jusqu'à résolution du litige opposant l'Opérateur de collecte à son sous-traitant, y compris par la voie judiciaire et après extinction le cas échéant de toute voie de droit et de tout recours.

4. OBLIGATIONS GENERALES DES PARTIES

4.1 Obligations générales de l'Opérateur de collecte

L'Opérateur de collecte accepte de prendre en charge et de mettre en œuvre, pour la campagne concernée, les **Programmes Spéciaux de Récupération A.D.I.VALOR** qu'il aura sélectionnés lors de la signature des présentes Conditions Générales Cadre pour ladite campagne.

4.1.1 Opérations de collecte

L'Opérateur de collecte s'engage pendant toute la durée de validité des Conditions Générales Cadre à :

Concernant les Utilisateurs professionnels,

- ✓ **RESPECTER ET DIFFUSER**, auprès des acteurs de la Filière Agricole, les recommandations et engagements relatifs aux Bonnes Pratiques Agricoles formulées dans les Guides Pratiques afférents à chaque Programme Spécial de Récupération A.D.I.VALOR. Ces Guides Pratiques sont régulièrement mis à jour et accessibles via le serveur Extranet A.D.I.VALOR. L'Opérateur de collecte s'engage à s'informer régulièrement des mises à jour du Guide Pratique afférent à chaque Programme Spécial de Récupération A.D.I.VALOR qu'il a sélectionné, et s'engage à consulter régulièrement, à cette fin, le serveur Extranet A.D.I.VALOR.
- ✓ **COMMUNIQUER** efficacement auprès des Utilisateurs Professionnels pour s'assurer de la mise en œuvre, par ces derniers, des recommandations formulées par A.D.I.VALOR dans le Guide Pratique afférent à chaque Programme Spécial de Récupération A.D.I.VALOR qu'il a sélectionné.
- ✓ **METTRE EN PLACE ET A LA DISPOSITION** des Utilisateurs Professionnels un système de collecte leur permettant d'apporter les Produits et/ou les Déchets sur des Sites de collecte connus d'A.D.I.VALOR, selon des périodicités et des rythmes adaptés au type de Produit et/ou Déchet et au Territoire concernés, et portés à la connaissance des Utilisateurs Professionnels par tous les moyens appropriés.
- ✓ **CONTROLLER** à réception les Produits et/ou Déchets apportés par les Utilisateurs Professionnels détenteurs, et n'accepter que les Produits et/ou Déchets correctement préparés, selon les critères définis dans le Guide Pratique afférent à chaque Programme Spécial de Récupération A.D.I.VALOR qu'il a sélectionné.
- ✓ **REMETTRE** à chaque Utilisateur Professionnel un justificatif attestant de sa participation aux opérations de collecte relatives au Programme Spécial de Récupération A.D.I.VALOR qu'il a sélectionné.

Concernant A.D.I.VALOR et les pouvoirs publics,

- ✓ **COMMUNIQUER** à A.D.I.VALOR, au début de chaque Campagne Agricole, la liste complète et mise à jour des Sites de collecte affectés à chaque Programme Spécial de Récupération A.D.I.VALOR qu'il a sélectionné. Maintenir cette liste à jour tout au long de la durée du présent contrat en informant A.D.I.VALOR de toute modification concernant les Sites de collecte.
- ✓ **ACCEPTER** la publication des Sites de collecte ainsi communiqués sur le site Internet d'A.D.I.VALOR.
- ✓ **COMMUNIQUER** à A.D.I.VALOR, au début de chaque Campagne Agricole, les quantités de Produits mis en marché pendant la Campagne Agricole précédente en renseignant les informations requises en annexe de chaque Programme Spécial de Récupération A.D.I.VALOR qu'il a sélectionné.
- ✓ **INFORMER** A.D.I.VALOR, au début de chaque Campagne Agricole, au sujet des moyens de communication qu'il compte mettre en place pour atteindre l'objectif de collecte fixé sur la période contractuelle applicable à chaque Programme Spécial de Récupération A.D.I.VALOR qu'il a sélectionné.
- ✓ **REGROUPER** au terme de chaque Période de collecte, les Produits et/ou Déchets collectés sur un ou plusieurs sites (en fonction de la zone géographique couverte et des seuils de quantités définis pour chaque Programme Spécial de Récupération A.D.I.VALOR qu'il a sélectionné).
- ✓ **FAIRE PARVENIR** à A.D.I.VALOR, par fax ou par voie électronique, une demande d'enlèvement pour chaque site appartenant à la liste des Sites de collecte connus d'A.D.I.VALOR et par Période de collecte, en utilisant les moyens adaptés au Programme Spécial de Récupération mis en œuvre.
- ✓ **ENTREPOSER** les Produits et/ou Déchets collectés dans un endroit approprié, selon les indications figurant dans le Guide Pratique afférent à chaque Programme Spécial de Récupération A.D.I.VALOR qu'il a sélectionné.
- ✓ **RESPECTER ET FAIRE RESPECTER**, sous le contrôle des Administrations compétentes, la réglementation en matière de stockage des Produits et/ou Déchets, ainsi qu'en matière d'hygiène, de sécurité, d'environnement et de nuisances.
- ✓ **PROCEDER** au conditionnement des Produits et/ou Déchets collectés selon les prescriptions du Guide Pratique afférent à chaque Programme Spécial de Récupération A.D.I.VALOR qu'il a sélectionné. En particulier, lorsque des Produits et/ou Déchets doivent être emballés en saches plastiques, l'Opérateur de collecte s'engage à n'utiliser, pour conditionner les Produits et/ou Déchets apportés par les Utilisateurs Professionnels, ou à ne mettre à la disposition des Utilisateurs Professionnels qui le souhaitent, que des conditionnements recommandés par A.D.I.VALOR dans le Guide Pratique afférent à chaque Programme Spécial de Récupération A.D.I.VALOR qu'il a sélectionné, ou tout autre conditionnement ayant fait l'objet d'une validation écrite d'A.D.I.VALOR.
- ✓ **RESERVER** à A.D.I.VALOR la totalité des tonnages de Produits en fin de vie collectés auprès des Utilisateurs Professionnels en exécution des Programmes Spéciaux de Récupération auxquels il se sera engagé à l'égard d'A.D.I.VALOR.
- ✓ **RESPECTER** les procédures de traçabilité des conditionnements des Produits et/ou Déchets collectés, conformément aux prescriptions du Guide Pratique afférent à chaque Programme Spécial de Récupération A.D.I.VALOR qu'il a sélectionné.
- ✓ **S'ASSURER** de la formation, de l'information et de la participation active d'un ou de plusieurs préposé(s) de collecte sur le Site de collecte, ainsi que de la mise à leur disposition d'un chariot élévateur (ou de tout autre moyen technique approprié équivalent) pour le chargement des Produits et/ou Déchets dans les camions du prestataire chargés de la récupération, chargement dont l'Opérateur de collecte a la pleine et entière responsabilité.

4.1.2 Valorisation de la Filière et du Logo

L'Opérateur de collecte s'engage, pendant toute la durée des Conditions Générales Cadre, à :

- ✓ **ASSOCIER** le Logo sur tout support, à toute opération de communication qui sera faite par l'Opérateur de collecte ou ses délégués, au sujet ou à l'occasion de la mise en œuvre de chaque Programme Spécial de Récupération A.D.I.VALOR qu'il a sélectionné. L'engagement contractuel liant l'Opérateur de collecte et A.D.I.VALOR ne pourra en aucun cas être interprété comme conférant à l'Opérateur de collecte un droit de licence ou d'exploitation quelconque du Logo et/ou de ses éléments distinctifs pris isolément, l'autorisant à les reproduire ou à les utiliser, sous une forme ou un support quelconque, à d'autres fins ou dans d'autres buts que celles ou ceux mentionnés ci-avant.

L'Opérateur de collecte s'engage également à ne rien faire ou entreprendre qui puisse nuire ou porter atteinte à l'image du Logo et/ou de ses éléments distinctifs pris isolément. Afin de permettre à A.D.I.VALOR de s'en assurer, l'Opérateur de collecte adressera à A.D.I.VALOR, avant toute diffusion, un exemplaire, un tirage, une reproduction ou une copie de tout support de communication portant mention du Logo. L'Opérateur de collecte ne pourra faire un autre usage quelconque du Logo qu'après accord préalable et écrit d'A.D.I.VALOR.

- ✓ **FAIRE CONNAITRE** aux Utilisateurs Professionnels les efforts déployés par la Filière et ses Metteurs en marché contributeurs qui permettent aux Utilisateurs Professionnels d'éliminer, lors de collectes gratuites pour eux, les Produits et/ou Déchets issus de l'utilisation des Produits mis en marché par les « Metteurs en marché ».

4.2. Obligations générales d'A.D.I.VALOR

A.D.I.VALOR s'engage, pendant toute la durée des Conditions Générales Cadre, à :

- ✓ **PROMOUVOIR** auprès des acteurs de la Filière Agricole, les recommandations et engagements relatifs aux Bonnes Pratiques Agricoles formulées dans le Guide Pratique afférent à chaque Programme Spécial de Récupération A.D.I.VALOR.
- ✓ **PROMOUVOIR** auprès des Utilisateurs Professionnels les efforts déployés par la Filière, ses Metteurs en marché contributeurs et les Opérateurs de collecte, et faire connaître les résultats obtenus au monde agricole comme au monde non agricole, et informer la filière agricole française du déroulement des opérations afin d'étendre et de maximiser la mobilisation du monde agricole dans ce domaine.

✓ ASSURER A SES FRAIS :

- **Les opérations de récupération**, propres au Programme Spécial de Récupération concerné, des Produits en fin de vie et/ou Déchets issus de l'utilisation des Produits mis en marché par les Metteurs en marché contributeurs, collectés, conditionnés après collecte et déclarés par le Site de collecte à l'aide d'une demande d'enlèvement appropriée envoyée à A.D.I.VALOR (version papier ou électronique).

Nota 1 : A.D.I.VALOR pourra légitimement refuser l'enlèvement des Produits en fin de vie et/ou Déchets qui ne répondent pas aux définitions de l'article 2 des Conditions Générales Cadre, ainsi qu'aux critères décrits dans les conditions particulières de chaque programme. Il s'agit notamment du non-respect des seuils d'enlèvement fixés pour chaque convention particulière, et du non-respect des prescriptions techniques minimales définies dans les guides consacrés à chaque produit en fin de vie.

Nota 2 : A.D.I.VALOR ne garantit pas l'enlèvement des produits en fin de vie et/ou déchets au-delà des quantités annoncées sur la demande d'enlèvement.

- **La Valorisation ou l'Élimination des Produits en fin de vie ainsi récupérés**, suivant la qualité des produits collectés.

- ✓ ASSURER la traçabilité du devenir des Produits et/ou Déchets, par la gestion des Bordereaux de Suivi des Déchets (BSD) depuis les Sites d'enlèvement.
- ✓ CONSEILLER l'Opérateur de collecte et assurer la veille réglementaire et technique relative aux procédures de collecte au travers du Guide Pratique afférent à chaque Programme Spécial de Récupération A.D.I.VALOR.
- ✓ VEILLER à ce que les fabricants de Produits, et en particulier les Metteurs en marché contributeurs, assument leurs propres obligations telles que décrites dans le Guide Pratique afférent à chaque Programme Spécial de Récupération A.D.I.VALOR.
- ✓ RETOURNER à l'Opérateur de collecte, à la fin de chaque Campagne Agricole, les copies des BSD qui correspondent aux enlèvements réalisés pendant ladite Campagne.

4.3 Obligations générales des deux Parties

- ✓ Sauf accord particulier des Parties, la mise en œuvre de leurs obligations propres, telles que visées ci-dessus, se fera exclusivement à leurs frais et charges financières respectives.
- ✓ Les Parties pourront sous-traiter tout ou partie de leurs interventions et missions, et s'acquitteront directement des factures de leurs sous-traitants respectifs. Cependant, par exception à la clause ci-dessus, chacune des Parties pourra être amenée à émettre des factures vers l'autre Partie dans les cas suivants :
 - Pour A.D.I.VALOR :
 - Lorsque l'Opérateur de collecte génère des surcoûts pour la récupération et le traitement des déchets qu'il a préalablement collectés (non atteinte des seuils quantitatifs d'enlèvement, non- respect des recommandations qualitatives, proportion de Produits et/ou Déchets non contributeurs importante au sein des déchets récupérés par A.D.I.VALOR), A.D.I.VALOR facturera à l'Opérateur de collecte ces surcoûts indûment supportés par la Filière et dont le mode de calcul est précisé dans chaque convention particulière.
 - Pour l'Opérateur de collecte :
 - Lorsqu'A.D.I.VALOR proposera à l'Opérateur de collecte des soutiens financiers pour les différents Programmes Spéciaux de Récupération, l'Opérateur de collecte facturera à A.D.I.VALOR le montant de ces soutiens. Les soutiens financiers de fin de campagne ne seront proposés par A.D.I.VALOR à l'Opérateur de collecte que si leur montant cumulé (sur l'ensemble des Programmes Spéciaux de Récupération) atteint ou dépasse 100 € HT.
Ce seuil de 100 € HT sera également applicable pour les éventuels versements d'acomptes exceptionnels proposés.
- ✓ Les Parties mettront en œuvre leurs obligations générales et particulières respectives de manière indépendante, séparée et successive, sous leur seule, pleine et entière responsabilité, sans préjudice toutefois de l'obligation souscrite irrévocablement par chaque Partie de garantir et de relever indemne l'autre Partie qui verrait sa responsabilité engagée par tout tiers, y compris par des préposés de l'autre Partie, du chef des activités de l'autre Partie.
- ✓ Chacune des Parties s'engage à respecter la réglementation afférente à la mise en œuvre des obligations souscrites au titre des présentes Conditions Générales Cadre et des Programmes de Récupération A.D.I.VALOR, et à s'assurer que les prestataires auxquels elle serait amenée à faire appel sont des entreprises, personnes physiques ou morales, compétentes, pourvues des agréments et certifications exigées ou en vigueur dans leur secteur d'activité.
- ✓ Chacune des Parties devra avoir souscrit toutes les assurances requises par la mise en œuvre de leurs obligations générales et particulières respectives, en particulier une ou plusieurs assurances dommages, responsabilité civile et risques pour l'environnement couvrant les conséquences, notamment financières, afférentes aux risques inhérents à leurs obligations générales et particulières respectives.

- ✓ Au cas où l'Opérateur de collecte serait en retard ou, en défaut de paiement à l'échéance d'une somme quelconque facturée par A.D.I.VALOR en vertu de la mise en œuvre d'un ou plusieurs Programmes Spéciaux de Récupération A.D.I.VALOR, il est convenu qu'A.D.I.VALOR sera en droit de compenser ladite somme, de plein droit et sans formalité, avec toute somme qui pourrait être due par A.D.I.VALOR à l'Opérateur de collecte en vertu des Programmes Spéciaux de Récupération A.D.I.VALOR et ce, que cette somme soit ou non exigible, qu'il y ait ou non connexité entre les créances et dettes et/ou que les conditions de la compensation légale soient ou non constituées.
- ✓ Les factures de l'Opérateur de collecte, dûment reçues par A.D.I.VALOR, seront réglées par A.D.I.VALOR par virement bancaire à 45 jours date de facture ; de même, les factures d'A.D.I.VALOR dûment reçues par l'Opérateur de collecte seront réglées à 45 jours date de facture.
- ✓ Les Obligations Particulières respectives des Parties seront suspendues en cas de survenance d'un cas de force majeure. Par force majeure, les Parties entendent des circonstances qui se sont créées après l'engagement de l'Opérateur de collecte à mettre en œuvre un ou plusieurs Programmes Spéciaux de Récupération A.D.I.VALOR, par suite d'événements imprévisibles par les Parties, et d'autres événements inéluctables et extérieurs aux Parties, de caractère exceptionnel ayant une influence directe sur la réalisation de l'objet de chacun de ces Programmes Spéciaux de Récupération A.D.I.VALOR, et notamment les arrêts de production, grève, « lock-out », guerre, changement ou modification de la réglementation, etc. Si le cas de force majeure au sens des stipulations qui précèdent durait plus de deux mois, le ou les Programmes Spéciaux de Récupération A.D.I.VALOR concerné(s) serai(en)t alors suspendu(s) de plein droit, sans indemnité de part et d'autre, et les Parties seraient libérées de leurs obligations particulières respectives, et de toute responsabilité en cas de non-exécution de tout ou partie de leurs obligations particulières respectives.
- ✓ Les Conditions Générales Cadre et les Conditions Particulières relatives aux Programmes Spéciaux de Collecte A.D.I.VALOR, existant et à venir, n'ont pas pour objet ou pour effet d'autoriser, et ne peuvent être interprétées comme autorisant, l'Opérateur de collecte à obtenir d'A.D.I.VALOR une prestation de transport et de traitement de Produits et/ou de Déchets non collectés par l'Opérateur de collecte auprès d'Utilisateurs Professionnels.

5. CONTROLE ET RESILIATION

A.D.I.VALOR se réserve la faculté de ne pas donner une suite favorable à une demande d'adhésion aux programmes A.D.I.VALOR émise par un Opérateur de collecte, sans avoir à justifier des motifs de son refus.

A.D.I.VALOR veillera à la cohérence des interventions et missions menées par l'Opérateur de collecte en exécution des Programmes Spéciaux de Récupération A.D.I.VALOR, ainsi qu'au respect du Guide Pratique afférent à chaque Programme Spécial de Récupération A.D.I.VALOR. Des réunions de concertation et de suivi pourront être régulièrement organisées à l'initiative de l'une ou l'autre des Parties.

A.D.I.VALOR pourra procéder à tout moment, au cours de l'exécution des Conditions Générales Cadre comme des Conditions Particulières relatives aux Programmes Spéciaux de Collecte A.D.I.VALOR, à des contrôles, y compris in situ dans les locaux et sur les Sites de collecte de l'Opérateur de collecte, du bon respect par l'Opérateur de collecte de ses obligations générales et particulières, ainsi que de l'esprit et de la lettre du Guide Pratique afférent à chaque Programme Spécial de Récupération A.D.I.VALOR. Pour permettre à A.D.I.VALOR d'exercer son contrôle, l'Opérateur de collecte autorise dès à présent les préposés missionnés à cet effet par A.D.I.VALOR à pénétrer librement dans les locaux et sur les Sites de collecte de l'Opérateur de collecte aux heures et jours ouvrables.

Il est entendu qu'un refus d'accès opposé par un Opérateur de collecte, sans motif légitime, constituerait un motif suffisant de résiliation immédiate, aux torts exclusifs de l'Opérateur de collecte, des éléments contractuels relatifs aux Conditions Générales Cadre et/ou Conditions Particulières de mise en œuvre des Programmes Spéciaux de Collecte A.D.I.VALOR.

Les Parties s'engagent à tout mettre en œuvre pour remédier et réparer sans délai tout manquement à leurs obligations en vertu de leurs engagements contractuels, dont elles auraient pu se convaincre elles-mêmes, ou qui aurait été porté à leur connaissance par l'autre Partie.

En cas d'inexécution de ses obligations par l'une des Parties, rendant impossible la poursuite et la mise en œuvre des Conditions Générales Cadre et/ou des Contrats d'application jusqu'à leurs termes respectifs, celles-ci, et/ou le cas échéant ceux-ci, seront, si bon semble au créancier de l'obligation inexécutée, résiliés de plein droit passé un délai de **30 (trente) jours** suivant l'envoi d'une mise en demeure par Lettre Recommandée avec Accusé de Réception, restée sans effet.

En cas de résiliation des éléments contractuels relatifs aux Conditions Générales Cadre et/ou aux Programmes Spéciaux de Récupération A.D.I.VALOR, motivée par un manquement de l'Opérateur de collecte, A.D.I.VALOR aura la faculté de refuser immédiatement, et sans qu'il soit besoin d'une autre sommation, la récupération, l'enlèvement et la prise en charge des Produits et/ou Déchets collectés par l'Opérateur de collecte, à partir de la date d'effectivité de la résiliation.

Aucune indemnité ne sera due par la Partie ayant pris l'initiative de la résiliation des éléments contractuels liés aux Conditions Générales Cadre dans les conditions exprimées au paragraphe ci-dessus.

6. DUREE ET ENTREE EN VIGUEUR

Les Conditions Générales Cadre 2016-2017, exposées dans ce document, seront en vigueur du **1^{er} avril 2016 au 31 mars 2017**, période dénommée dans le présent contrat « Campagne 2016 – 2017 » telle que définie à l'article 2, § 26 des présentes Conditions.

De convention expresse, il est entendu que les Conditions Générales Cadre et les Conditions Particulières relatives aux Programmes Spéciaux de Collecte A.D.I.VALOR **ne forment pas un tout indivisible**. Dans ces conditions, l'Opérateur de collecte est informé que la cessation, quel qu'en soit le motif, de sa participation contractuelle à l'un des Programmes Spéciaux de Collecte A.D.I.VALOR, y compris en cas de résiliation pour manquement de l'Opérateur de collecte, n'entraînera pas *ipso facto* la résiliation de l'engagement contractuel dans son ensemble. Il sera à la seule discrétion de la Partie lésée par le manquement de l'autre Partie de décider de la résiliation partielle ou globale des engagements, dans les conditions exprimées à l'article 5 ci-dessus.

7. CONTRACTUALISATION ET PREUVE

Le consentement des Parties au présent contrat, portant sur les Conditions Générales Cadre, les Conditions Particulières et tous les autres documents listés à l'article 3 ci-après, est donné selon les étapes suivantes du processus de contractualisation :

- Étape n°1 :** L'Opérateur de collecte, après avoir saisi en ligne son identifiant et son mot de passe personnels qui seront conservés en mémoire par l'outil Extranet A.D.I.VALOR, saisit en ligne sur l'Extranet A.D.I.VALOR ses choix de Programmes de collecte, ses déclaratifs de quantités de produits vendus, les sites et/ou départements de collecte par Programme ;
- Étape n°2 :** L'Extranet génère automatiquement un « Document sous format PDF » comportant la date finale de saisie en ligne des éléments constitutifs du document par l'Opérateur de collecte ;
- Étape n°3 :** L'Opérateur de collecte, au moyen de son identifiant et de son mot de passe personnels, valide en ligne sur l'Extranet A.D.I.VALOR les documents contractuels soumis à son consentement et listés à l'article 8 ci-après ;
- Étape n°4 :** L'Extranet ADIVALOR génère une confirmation identifiée par un nombre unique permettant de garantir l'intégrité du fichier PDF généré précédemment ;
- Étape n°5 :** Le fondé de pouvoir d'A.D.I.VALOR, après avoir saisi son identifiant et son mot de passe personnels sur l'Extranet A.D.I.VALOR, et sous réserve d'accepter la demande d'adhésion de l'Opérateur de collecte, valide, dans l'application logicielle dédiée, les étapes de contractualisation précédemment suivies par l'Opérateur de collecte, pour y inscrire la date de la validation contractuelle par A.D.I.VALOR ; cette étape a pour effet de rendre effectif l'engagement contractuel réciproque des Parties ;
- Étape n°6 :** A.D.I.VALOR adresse un courriel de confirmation à l'Opérateur de collecte accompagné du « Document PDF unique » et du nombre unique correspondant ;
- Étape n°7 :** Le « Document sous format PDF » est alors conservé et archivé dans la « Gestion Electronique des Documents » (G.E.D.) de l'Extranet d'A.D.I.VALOR avec sa date et son heure de génération, de même que le courriel de confirmation adressé par A.D.I.VALOR à l'Opérateur de collecte.

Les Parties s'accordent pour reconnaître que ce processus de contractualisation leur garantit d'une part la fiabilité technique de leur consentement au contrat manifesté en ligne et, d'autre part, les moyens d'établir la preuve nécessaire à la démonstration ultérieure de leur consentement (auteur, date, contenu). En cas de différend, voire de contestation judiciaire, les Parties s'accordent pour établir les faits et leurs allégations réciproques au moyen des logs des opérations suivantes :

- saisie des informations en ligne par l'Opérateur de collecte sur l'interface de consentement affichée sur l'Extranet d'A.D.I.VALOR ;
- conservation sur l'infrastructure informatique d'A.D.I.VALOR des informations saisies et des validations effectuées ;
- génération du « Document PDF unique » à l'occasion de la contractualisation en ligne ;
- émission du courriel de confirmation par A.D.I.VALOR, à l'exception de tout autre courriel.

Sous réserve des règles de confidentialité afférentes à son système d'information, ou résultant de ses propres engagements contractuels à l'égard des tiers, A.D.I.VALOR s'engage à permettre à l'Opérateur de collecte d'accéder aux éléments de preuve ci-dessus décrits et archivés sur son système informatique. Cet accès s'exercera en présence et sous le contrôle d'A.D.I.VALOR.

En cas d'impossibilité de signature du contrat en ligne, un engagement contractuel vierge sera imprimé par A.D.I.VALOR, puis transmis à l'Opérateur de collecte qui le complètera manuellement ; ce document, une fois signé par les Parties, tiendra lieu de preuve du consentement des Parties.

8. DOCUMENTS CONTRACTUELS

Les Parties conviennent que le contrat passé entre elles est précisé aux termes des documents suivants, classés par ordre de priorité, à l'exclusion de tous autres documents, correspondances ou échanges préalables à la signature du contrat :

- Conditions Générales Cadre dans leur version en vigueur au jour de la contractualisation de leur relation par les Parties,
- Conditions Particulières aux Programmes Spéciaux de Collecte A.D.I.VALOR concernés et en vigueur au jour de la contractualisation,
- Guides pratiques applicables,
- Grilles tarifaires A.D.I.VALOR et/ou Barèmes de reprise des matières plastiques en vigueur lorsqu'ils s'appliquent.
- « Document PDF unique »,
- Conditions Générales d'Utilisation de l'Extranet A.D.I.VALOR.

En cas de contradiction entre l'un ou plusieurs de ces documents, la volonté des Parties sera reconnue comme ayant été prioritairement exprimée dans le document de rang supérieur.

A l'exception des participations financières d'A.D.I.VALOR et des Barèmes de soutien des plastiques usagés, qui sont sujets à modification unilatérale de la part d'A.D.I.VALOR en cours de campagne de collecte, l'ensemble des autres documents ne pourront être modifiés que d'un commun accord des Parties.

9. CESSION ET TRANSMISSION

L'engagement contractuel de l'Opérateur de collecte est conclu *intuitu personae* et est, dès lors, incessible et intransmissible, pour quelque cause que ce soit.

10. CONFIDENTIALITE

Pendant la durée de validité de l'engagement contractuel entre l'Opérateur de collecte et A.D.I.VALOR, et après son expiration, les Parties s'engagent à garder confidentielles les données ou informations qu'elles se seront respectivement communiquées, sauf autorisation explicite de la Partie concernée.

Les Parties s'interdisent de les divulguer ou d'en faire usage, à d'autres fins que celles liées à l'engagement contractuel décrit ci-dessus.

11. LOI APPLICABLE ET COMPETENCE

L'engagement contractuel décrit ci-dessus est soumis à la loi française. Tout litige auquel l'interprétation ou l'exécution de cet engagement contractuel pourrait donner lieu sera de la compétence du Tribunal de Commerce de Lyon. Les Parties s'engagent toutefois à conduire entre elles, de bonne foi, une phase préalable de négociation avant tout contentieux, d'une durée maximale de 30 (trente) jours à compter de la notification du grief par Lettre Recommandée avec Accusé de Réception.